



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



LETTRE ÉCONOMIQUE DE TUNISIE ET DE LIBYE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TUNIS

N° 3 – Août 2021

Sommaire

TUNISIE

- Le FMI a lancé une allocation générale de droits de tirages spéciaux, dont 775 M USD au bénéfice de la Tunisie
- Situation politique et impact sur les négociations avec le FMI
- Tenue du premier Dialogue Numérique
- Visite du Secrétaire d'Etat M. Jean-Baptiste Lemoyne
- Mise en ligne de l'Ecosystem Welcome Guide
- L'appel à projets « Solutions innovantes pour la décarbonation des services essentiels » est ouvert jusqu'au 15 septembre
- Actualités Covid-19 : coopération franco-tunisienne dans la campagne de vaccination et lancement de la plateforme EVAX dédiée aux entreprises

LIBYE

- Mission de la Banque Mondiale à Tripoli
- Expertise France publie une étude sur les entreprises libyennes
- Lancement par Super Novae du programme Mouta'alleq de réinsertion des anciens miliciens libyens
- Actualités Covid-19

CALENDRIER ET INDICATEURS

TUNISIE

Actualités économiques

- Le FMI a lancé une allocation générale de droits de tirages spéciaux, dont 775 M USD au bénéfice de la Tunisie

D'après un communiqué du FMI, l'institution a lancé le 23 août 2021 l'allocation générale de droits de tirages spéciaux (DTS) de 650 Md USD. [Approuvée par le conseil des gouverneurs le 2 août 2021](#), cette allocation de DTS est la plus importante de l'histoire du FMI. Elle est attribuée aux pays membres proportionnellement à leur quote-part au FMI. **L'allocation de DTS à la Tunisie représente environ 775 M USD.**

La directrice générale du FMI, Mme Kristalina Georgieva, a signalé que **le FMI encourageait la réaffectation volontaire d'une partie des DTS** des pays les plus riches aux pays qui en ont le plus besoin.

- Certains pays membres se seraient déjà engagés à prêter 24 Md USD, dont 15 Md USD provenant de leurs DTS actuels, au **fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance**, qui permet ensuite au FMI d'octroyer des prêts concessionnels aux pays à faible revenu.
- Le Fonds se penche également sur la possibilité de fonder un **nouveau fonds fiduciaire pour la résilience et la viabilité**, par lequel les DTS réaffectés permettraient d'aider les pays les plus vulnérables à se transformer sur le plan structurel, en particulier face aux enjeux climatiques.
- Enfin, les DTS pourraient être réaffectés afin de **financer les prêts octroyés par les banques multilatérales de développement.**

A l'occasion de la 43^{ème} réunion ordinaire du Conseil des gouverneurs de l'Association des Banques centrales africaines le 20 août 2021, le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT) M. Marouane El Abassi a souligné le rôle fondamental du FMI dans la réallocation des DTS au profit des pays africains fortement impactés par la pandémie et connaissant des difficultés pour mobiliser de nouvelles ressources de financement extérieures à faible coût.

Les droits de tirage spéciaux sont un instrument monétaire international créé par le FMI en 1969 pour compléter les réserves officielles des pays membres. Le DTS est l'unité de compte du FMI et de quelques autres organisations internationales. La valeur du DTS repose sur un panier de cinq monnaies : le dollar des États-Unis, l'euro, le renminbi chinois, le yen japonais et la livre sterling.

- **Situation politique et impacts sur les négociations avec le FMI**

Suite aux manifestations du 25 juillet, le Président Kaïs Saïed a annoncé qu'il **activait l'article 80 de la Constitution lui octroyant des pouvoirs exceptionnels** « en cas de péril imminent menaçant les institutions de la nation et la sécurité et l'indépendance du pays et entravant le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ». Il a suspendu les activités du Parlement pour 30 jours, levé l'immunité parlementaire et limogé le chef du gouvernement Hichem Mechichi ainsi que de nombreux ministres, notamment le ministre des Finances, Ali Kooli. A l'expiration du délai de ce régime d'exception (30 jours), le 24 août, **le Président Kaïs Saïed a prolongé ces mesures exceptionnelles jusqu'à nouvel ordre par un décret présidentiel.** Le nouveau chef du gouvernement n'a toujours pas été désigné.

La décision du président bénéficie d'un soutien important de la population : selon un sondage de Sigma Conseil, 95% des personnes interrogées soutiennent les mesures prises par le Président Saïed dans le cadre du régime d'exception le 25 juillet dernier. Ce dernier occupe la 1^{ère} place dans les intentions de vote à la présidentielle avec 92%, suivi de Abir Moussi (PDL) (2%) et de Safi Saïd (indépendant) (1,4%).

Le Président a appelé à un effort collectif pour lutter contre la corruption, limiter les effets de rente et freiner la hausse des prix pour améliorer le quotidien de la population. Il a multiplié les annonces visant à répondre aux attentes immédiates de la population sur le plan sanitaire et économique. Sur le plan sanitaire, la campagne de vaccination s'est fortement accélérée. Le Président a demandé un effort des principaux acteurs économiques pour favoriser la baisse des prix des biens de consommation courante, des médicaments, de l'eau et des taux d'intérêts. Il a également évoqué, pour lutter contre la corruption, sa volonté de permettre une forme

d'amnistie en cas de malversations avérées en échange d'investissements à but social non lucratif (école, hôpitaux, etc.) à hauteur des sommes spoliées.

Les interrogations sur l'évolution de la conduite politique et sur la perception des enjeux économiques génèrent cependant de **fortes incertitudes sur les conditions de reprise du dialogue avec le FMI, pourtant essentiel au vu de la situation financière de l'Etat**. Les besoins de financement sont évalués à 18,5 Md TND (5,6 Md EUR) dans la loi de finances pour 2021, dont un tiers est censé être financé par recours aux marchés internationaux et un tiers par les bailleurs (soit environ 2 Md EUR chacun). Ce montant a déjà été réévalué par le FMI à 22 Md TND dès février dernier. Le remboursement les 24 juillet et 5 août dernier de deux échéances d'eurobond garantis par l'Etat américain de 500 MUSD chacun a pu être honoré au prix d'un nouveau financement indirect de la BCT (émission obligataire domestique de 2,8 Md TND à 3 mois reprise par la BCT sur le marché secondaire), mais l'éloignement des perspectives de conclusion d'un programme FMI hypothèque d'autant la mobilisation à temps de nouvelles ressources nécessaires pour faire face aux prochaines échéances de dépenses. Avec un niveau annuel de remboursement de la dette extérieure de 4% du PIB par an et un déficit courant de 8% du PIB par an prévu entre 2021 et 2023, l'échec d'un accord avec le FMI augmenterait fortement les tensions sur les liquidités internationales du pays selon l'agence de notation Fitch ratings. **Le FMI a déclaré être prêt à continuer d'aider la Tunisie à faire face à l'impact de la crise du COVID-19**, à réaliser une reprise « riche en emplois » et à rétablir des finances durables.

Événements

➤ Tenue du premier Dialogue Numérique

Le 3 juin 2021, à l'occasion de la 3^{ème} édition du Haut Conseil de Coopération, la France et la Tunisie ont signé une déclaration d'intention visant à instaurer un dialogue numérique bilatéral. **La première session de cet échange entre représentants du ministère des Technologies et de la Communication et de la fonction publique s'est tenue virtuellement le 16 juillet 2021 et a porté sur la numérisation de l'administration**. Le dialogue s'est articulé autour de trois axes : i) les caractéristiques d'une gouvernance pour l'accélération de la numérisation de l'administration, ii) la

conduite du changement et les moyens déployés pour numériser l'administration et iii) l'inclusion numérique et l'appropriation des services numériques par le citoyen. Alimenté par la présentation du programme « Tech.gouv » de transformation numérique de l'administration française, le débat a d'abord porté sur le type de gouvernance à mettre en place (centralisée, semi-directive ou libérale), la nécessaire coordination entre les différents ministères et services publics concernés et les risques liés à la politisation de la gouvernance. Les participants ont ensuite examiné les conditions d'une conduite efficace du changement et les moyens à déployer pour sa mise en œuvre. L'externalisation du développement des applications et la mise en place de moyens dédiés à la formation et à l'accompagnement ont notamment été discutées. Dans une troisième partie, le dialogue s'est poursuivi autour du thème de l'inclusion numérique des citoyens soulignant l'importance de l'implication des collectivités territoriales pour réduire efficacement la fracture numérique. Cette première session du Dialogue Numérique a permis aux participants tunisiens et français d'échanger leurs expériences, leurs interrogations et leurs attentes de manière très concrète. Ce dialogue va se poursuivre autour des thèmes de la cybersécurité, la protection des données personnelles, le très haut débit ou encore le soutien aux startups.

➤ Visite du Secrétaire d'Etat M. Jean-Baptiste Lemoyne

Le Secrétaire d'Etat à l'Europe et aux Affaires étrangères, Jean-Baptiste Lemoyne, s'est rendu en Tunisie les 22 et 23 juillet 2021. **Placée sous le sceau de la solidarité avec une Tunisie alors au pic de l'épidémie de Covid-19, cette visite a parachevé une séquence de dons très importants (vaccins, oxygène, matériel médical) ouverte par la visite du Premier ministre français en juin dernier**. Alors que 624 000 doses de vaccins Astra Zeneca avaient déjà été offertes par la France dans les jours précédant la visite du Secrétaire d'Etat, celui-ci a livré 500 000 doses du vaccin Janssen uni-dose à la Tunisie lors d'une remise organisée en compagnie du Président de la République Kaïs Saïed. Le Secrétaire d'Etat a également lancé, à l'Institut français, la campagne de vaccination de la communauté française de Tunisie.



M. Lemoyne a eu l'occasion de s'entretenir avec des représentants de la communauté d'affaire franco-tunisienne, particulièrement exposée aux défis posés par la situation épidémique en Tunisie, à l'instar d'Air Liquide Tunisie, qui assure 80% de l'approvisionnement en oxygène en Tunisie mais aussi Air France Tunisie impacté par le passage de la Tunisie en liste rouge.

➤ **Mise en ligne de l'Ecosystem Welcome Guide**

L'Ecosystem Welcome Guide de Tunis, réalisé par le service économique régional de Tunis, Business France Tunisie et la French Tech est disponible sur le site du ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2021/06/30/ecosystem-welcome-guide>

Le guide s'adresse aux start-up françaises souhaitant développer leurs activités en Tunisie. Il présente l'écosystème tech et le monde des affaires tunisiens et rassemble des informations sur la vie pratique en Tunisie en vue d'accompagner les entrepreneurs dans leur expatriation.

➤ **L'appel à projets « Solutions innovantes pour la décarbonation des services essentiels » est ouvert jusqu'au 15 septembre**

Dans le cadre du plan France Relance, la DG Trésor a lancé en mai 2021 un appel à candidatures pour sélectionner des projets à l'export portés par des entreprises françaises dans le domaine de la décarbonation des services essentiels (accès à l'eau, à l'énergie, à la mobilité, à la santé, à l'éducation à une alimentation saine ou au logement). Ouvert jusqu'au 15 septembre, il est doté d'une enveloppe de 10 M EUR du Fonds d'études et d'aide au secteur privé (FASEP) de la DG Trésor, outil destiné à amorcer des projets à forte valeur ajoutée dans les pays en développement. Les solutions proposées doivent être alimentées par des sources d'énergie

décarbonées ou présenter une réelle efficacité énergétique par rapport aux systèmes existants. Ces projets devront générer un effet levier important, avec la possibilité de répliquer la solution dans d'autres régions, et permettre une appropriation locale rapide du dispositif. Pour candidater, les entreprises françaises doivent remplir une fiche projet disponible sur le site du ministère de l'économie, des finances et de la relance : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2021/05/17/appel-a-projets-export-solutions-innovantes-pour-la-decarbonation-des-services-essentiels>

Actualités Covid-19

Depuis le 18 juillet 2021, la Tunisie est classée sur la liste rouge par la France. La situation épidémiologique reste fragile : au 27 août, 660 587 cas de contamination à la Covid-19 et 23 369 décès ont été confirmés.

Après réception de plusieurs millions de doses de l'étranger (dont 1,124 M doses envoyées par la France), la campagne de vaccination nationale bat son plein. Le pays espère vacciner 50% de sa population d'ici novembre. Les journées nationales de vaccination lancées par le président de la République tunisienne, Kaïs Saïed, ont permis de vacciner 1 612 780 personnes les dimanches 8, 15 et 29 août, un niveau record de vaccination qui équivaut à environ 9,72% de la population. En plus de ces journées « portes ouvertes », une campagne militaire de vaccination a été lancée le 18 août dans les gouvernorats du Kef, Bizerte, Manouba, Gabès et Médenine. Le ministère de la Santé a également organisé de journées nationales de vaccination ouvertes aux sportifs et au personnel encadrant la jeunesse. Enfin, la vaccination gratuite pour les plus de 40 ans a démarré dans 500 pharmacies réparties sur l'ensemble du pays. Au 28 août, 2 093 949 tunisiens sont totalement vaccinés (17,77% de la population), 3 747 984 ont reçu leur 1ère dose (31,81% de la population).

Les mesures sanitaires mises en place ces derniers mois sont progressivement assouplies (fin du confinement général à Tunis les week-ends, couvre-feu désormais à minuit mais les personnes vaccinées doivent à nouveau se plier à un auto confinement de 10 jours et fournir un test PCR négatif à l'arrivée.

LIBYE

Actualités économiques

➤ Mission de la Banque Mondiale à Tripoli

Une équipe de la Banque mondiale s'est rendue en Libye les 25 et 26 août. Le vice-président de la Banque mondiale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, M. Ferid Belhaj, le directeur des opérations pour le Maghreb et Malte, M. Jesko Hentschel, et le représentant résident de la Banque mondiale en Libye, Mme Henriette von Kaltenborn-Stachau ont rencontré le Premier Ministre Abdel Hamid Dbeibah, le ministre des Finances Khaled al-Mabrouk Abdullah ainsi que le gouverneur de la Banque Centrale de Libye Siddiq Omar al-Kabir.



Les discussions ont porté sur la situation économique et les défis que doit relever la Libye. Le pays demande le soutien de l'institution internationale pour mettre en œuvre un programme de réformes économiques. Dans un rapport intitulé « Water in the Shadow of Conflict in the Middle East and North Africa » publié le 23 août 2021, la Banque Mondiale estime que les infrastructures hydrauliques de la Libye ont été particulièrement endommagées lors des derniers conflits et que l'eau n'est pas potable dans la moitié des municipalités libyennes. L'accès à l'eau potable constitue un enjeu majeur pour la reconstruction et le développement de l'économie du pays.

Relations économiques bilatérales

➤ Expertise France publie une étude sur les entreprises libyennes

[Expertise France a publié le 5 juillet une étude](#) sur le profil des entreprises libyennes, leurs dirigeants, ainsi que leurs

besoins en connaissances commerciales et en services d'accompagnement aux entreprises, basée sur une large enquête auprès de 568 entreprises membres des chambres de commerce sur l'ensemble du territoire libyen en 2020. **Selon l'étude, seulement 24% des entreprises libyennes interrogées sont rentables, 27% fonctionnent sans bénéfices** et 49% semblent sous pression et en difficulté. 91 % des entreprises libyennes n'ont jamais exporté. La **difficulté d'obtenir des fonds, l'instabilité du taux de change et le manque de clarté des politiques** mises en œuvre par les autorités sont quelques-uns des défis mentionnés qui entravent la croissance des entreprises. **Cette publication s'inscrit dans le cadre du projet EU4PSL, au profit du secteur privé en Libye**, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France. EU4PSL vise à soutenir l'entrepreneuriat, l'accès au financement et à améliorer le soutien institutionnel aux entreprises libyennes.

➤ Lancement par Super Novae du programme Mout'alleg de réinsertion des anciens miliciens libyens

Super Novae est une ONG française spécialisée dans l'entrepreneuriat et la réinsertion des jeunes des pays en conflit. En Libye, la start-up de développement à but non lucratif s'est vu confier un **projet de soutien à la réintégration socio-économique de 200 anciens combattants** via des formations rapides dans les villes de Misrata et Zintan. Le projet de 610 000 EUR est financé par l'Union Européenne et la France. Un premier appel à candidatures a été lancé le 19 août 2021. Les formations de quatre mois devraient débuter prochainement.

Actualités Covid-19

La situation sanitaire en Libye s'est dégradée pendant l'été, avec deux pics de contaminations enregistrés le 18 juillet (4 061 nouveaux cas) et le 1^{er} août (4 322 nouveaux cas). Dans ce contexte et après avoir instauré un couvre-feu partiel, le gouvernement a mis en place un confinement strict du 7 au 10 août, jour du nouvel an de l'Hégire.

La situation reste préoccupante : au 26 août, 305 793 cas de contamination et 4 184 décès ont été confirmés. Le pays manque de vaccins et d'oxygène. Certains hôpitaux ont été contraints de ne plus accueillir de malades. La campagne de vaccination se poursuit lentement (1,2 % de la population totalement vaccinée au 26 août).

CALENDRIER ET INDICATEURS

Calendrier

France :

5-6 octobre 2021 : Forum d'affaires Ambition Africa 2021 à Paris - Bercy

8 octobre 2021 : Nouveau Sommet Afrique-France

Rassemblera 1000 participants non institutionnels originaires de tout le continent et issus de milieux divers (entrepreneurs, intellectuels, chercheurs, artistes, sportifs, influenceurs) à Montpellier

12-15 octobre 2021 : Tunisie pays à l'honneur sur le salon international POLLUTEC à Lyon

Libye :

4-8 septembre 2021 : Foire internationale de Tripoli

Salon à destination d'entreprises étrangères.

24 décembre 2021 : Elections nationales

Tunisie :

20-21 novembre 2021 : Sommet de la Francophonie

Rassemblera les chefs d'Etats et de gouvernement des pays membres de la Francophonie à Djerba. Un Forum Economique Francophone est prévu les 21 et 22 novembre. Le 19 novembre colloque [EDTECH pour la francophonie](#)

Alger :

30 -31 août 2021 : Réunions ministérielle des pays du voisinage de la Libye

A réuni les représentants de la Tunisie, de l'Algérie, de la Libye, de l'Egypte, du Tchad, du Niger et du Soudan ainsi que des responsables onusiens et le secrétaire général de la ligue des Etats arabes.

Indicateurs

Indicateur	Tunisie	Libye
Population 2020	11 818 618	6 871 287
Croissance du PIB	-2% (g.t) (T2 2021)	-60,3% (g.a) (2020)
PIB par habitant 2020	3 984 USD	5 504 USD
Taux de chômage	17,9% (T2 2021)	18,6% (2020)
Taux d'inflation	6,4% (juillet 2021)	1,4% (2020)
Taux d'intérêt directeur	6,25%	2,0%
Balance commerciale	-8,7 Md TND (Au 31/07/21)	+14,8 Md LYD (2020)
Compte courant	-2,3 Md TND (Au 30/06/21)	-5,7 Md LYD (2020)
Dette publique	98,1 Md TND (Au 31/05/21) 84% du PIB (2020)	//
Flux d'IDE	946 M TND (-7,4% en g.a) (S1 2021)	//
Production de pétrole brut	42 000 b/j (avril 2021)	1,2 M b/j (juillet 2021)
Indice de perception de la corruption (2020)	69^{ème}/179	173^{ème}/174
Coronavirus		
- Contamination	660 587	305 793
- Décès	23 369	4184
- Primo-vaccinés	31,8%	14%
- Vaccinés	17,7%	1,2%

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international